

C'est en pensant à tous les autres chefs d'entreprise que je milite pour qu'un jour la France se dote, à l'instar de la Food and Drug Administration aux Etats-Unis, d'une organisation suffisamment légitime, puissante et indépendante. Avec un Kouchner à sa tête, nous ferions du bon boulot !

Est-ce l'existence de ce type d'administration qui explique l'apparente sérénité des débats aux Etats-Unis concernant l'introduction des OGM ?

J'en suis convaincu. L'existence d'une organisation indépendante rassure le public. Evidemment, le problème des OGM ne se pose pas aux Etats-Unis dans les mêmes termes que dans notre pays. Pour des raisons culturelles ! Dans l'Europe latine, nous avons une tradition culinaire qui entretient une sorte de relation philosophique entre la nourriture et le bien-être. Les Européens sont très attachés au côté épicurien, voire pour certains, dionysiaque des repas. N'est-ce pas Jean-Pierre Coffe ! N'est-ce pas Jean-Luc Petitrenaud ! Dans notre inconscient, la manière dont on se nourrit façonne ce que l'on devient.

Les Américains sont plus pragmatiques. La nourriture est une substance, une chimie. Quand il découvre une manipulation ou une fraude, le consommateur américain n'est pas moins exigeant que son homologue européen. Les grands boycotts, comme les grands procès, sont légion outre-atlantique, comme l'illustrent les multiples procès contre l'industrie du tabac. Mais dans sa vie quotidienne, le client fait confiance aux marques et à l'entreprise. Il ne se demande pas si la substance qu'il va absorber est d'origine industrielle ou naturelle. Seule, une minorité écologiste ou élitiste commence à s'intéresser aux modes de production. Dans l'ensemble, les demandes des consommateurs concerne plutôt les excès de graisse et de sucre, comme le montrent les contestations sporadiques des McDonald's ou de certaines confiseries. Mais il n'y a pas de fantasme, et encore moins de peur des OGM.

Qu'est-ce qui explique alors la méfiance des Français à l'égard des OGM ?

C'est encore une fois l'incapacité des acteurs concernés d'assumer leurs responsabilités ! Dans leur ensemble, les Français n'entretiennent pas de méfiance particulière à l'égard de l'industrie. Récemment, une coopérative de la Beauce a mis sur le marché un nouveau produit, l'Ebly, issu d'un croisement de blé et de maïs. Personne ne s'en est ému. Personne ne s'est interrogé sur l'origine et la constitution de ce nouvel aliment. C'est même un succès commercial.

De même, il existe sur le marché une multiplicité de boissons dont il ne viendrait pas l'idée aux consommateurs d'aller rechercher, sur l'étiquette, ses différents composants. « Je bois du Coca ou de l'Orangina, je fais confiance à Coca Cola ou à Cadbury-Schweppes pour ne pas mettre n'importe quoi dedans ». L'observation vaut pour les aliments traditionnels. Pas un seul Français de bon goût n'exigerait des viticulteurs de Bordeaux d'indiquer, sur une contre étiquette, la composition chimique d'un vin.

Non, il n'y a problème que parce qu'il y a méfiance. Et dans le cas des OGM, la méfiance est venue du comportement de l'industrie elle-même.

Quelles fautes ont-elles été commises ?

Les « chimistes » ont commis une erreur fondamentale. On ne prétend pas qu'un produit alimentaire est modifié sans dire « en quoi il est modifié ». On nous aurait « vendu » des organismes génétiquement « améliorés » que déjà le public aurait été plus réceptif. C'est ce

que font tous les innovateurs tant dans le domaine de l'automobile que du médicament ! Donc, erreur de sémantique et de marketing.

Et puis, tout se passe comme si, attirés par le pactole d'un marché estimé à 40 milliards de dollars, les industriels avaient tenté de prendre de vitesse des pouvoirs publics condamnés à laisser le marché jouer le rôle d'un laboratoire expérimental.

La précipitation, c'est louche ! Il aurait fallu faire un peu de pédagogie, prendre le temps de rassurer. Alors, il s'est passé la même réaction que pour le programme nucléaire français. Sur fond de crise sanitaire, il s'est trouvé tout un aéropage d'ayatollahs pour attiser les peurs alimentaires, jeter le trouble et exploiter la faille. Quitte à renouer avec les vieux démons obscurantistes dénonçant, pêle-mêle, le progrès, les fraudes, et allons-y, le profit et le système capitaliste ! Rien moins !

Que pensez-vous des décisions de la Commission Européenne sur l'autorisation de mise en culture et de commercialisation des OGM ?

Les pouvoirs publics doivent maintenant gérer les conditions objectives d'expérimentation et de production, mais aussi tout ce contexte irrationnel qui a pris corps dans l'opinion. Ils ont réglementé l'étiquetage des produits issus d'OGM. Avec cet objectif annoncé : permettre aux consommateurs d'exercer leur libre choix, d'acheter en connaissance de cause. L'intention paraît vertueuse. Dans la réalité, les pouvoirs publics se donnent du temps. Ce système d'étiquetage ne résout rien. Je ne crois pas à la possibilité, sur le long terme, de mettre en place une double filière et de la contrôler !

Qu'est-ce qui empêcherait ces contrôles ?

L'envahissement, Le débordement ! La diffusion des OGM est désormais un phénomène mondial. En 2003, plus de 65 millions d'hectares vont être ensemencés aux USA, au Canada, en Argentine, en Afrique du Sud, en Inde et en Chine... Dans ces pays, il n'existe pratiquement pas encore de garantie de séparation de cultures, d'obligation d'étiquetage ni de traçabilité. Pour ne pas se faire doubler sur les marchés d'exportation, le Brésil du Président Lula vient à son tour d'autoriser la mise en culture de semences modifiées. L'Australie, l'Uruguay, la Colombie et l'Ukraine font leurs premiers tests. Et même votre voisine, l'Espagne !

Qui va donc pouvoir garantir l'absence de traces d'OGM dans les millions de tonnes de produits agroalimentaires importés et transformés sur notre continent. Et quand on sait la détermination américaine à contrer les positions européennes devant l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), quelle institution sera chargée de faire appliquer des règles dont le monde se méfie ? C'est un leurre.

Les distributeurs comme Monoprix ou Carrefour qui ont tenté de créer une double filière d'approvisionnement, le savent bien. Nous arrivons à contrôler quelques segments de marché, en partenariat avec des industriels ou des agriculteurs pour qui une volonté de différenciation a trouvé là un territoire d'expérimentation. Mais c'est marginal. A long terme, compte tenu de l'intérêt commercial, et probablement scientifique, de ce type de produit, nous serons envahis. Il ne sera pas possible de faire le tri.

C'est pourtant ce que souhaite réaliser la Commission Européenne. Des associations comme Green Peace, les Amis de la Terre ou la Confédération Paysanne, ont applaudi à l'initiative.

Ca n'a pas de sens ! Et même si on laisse tomber l'argument de l'importation, il y a tellement de problèmes techniques pour garantir le respect de la séparation des cultures. Ce sont les associations que vous citez qui nous ont alertés sur le risque de pollinisation croisée des plantes. Les industriels disent qu'il est possible de respecter une distance minimale entre types de plantations, qu'ils vont décaler les périodes de floraison pour les différencier, et qu'en éliminant les repousses des précédentes cultures, on tarira les sources de contamination. Allons donc ! On nous prend pour des gogos. A supposer encore que tout cela soit réalisable, qui en financera le formidable surcoût ?

Dès que les surfacesensemencées deviendront importantes, la libre pollinisation, par le vent ou par les insectes, est quasi assurée. Aucun agriculteur ne sera à l'abri. A terme, même les labels bio seront menacés puisqu'à la moindre trace d'OGM la certification sera retirée.

Au fait : où sont les silos de stockage séparés, les camions et les containers compartimentés que suppose la création d'une double filière (avec et sans OGM) ? Où peut-on les visiter ? Et qui prétend vouloir y investir massivement ?

En somme, vous ne croyez pas à la validité, dans la durée, d'une telle réglementation ?

Absolument, on nous joue « Tartuffe au pays des Croquants ». On cherche à gagner du temps pour mettre les consommateurs devant le fait accompli. Même les aspects réglementaires sont franchement bâclés !

Revenons sur le problème de l'étiquetage. Les seuils ne sont-ils pas les plus draconiens au monde ?

Il est vrai ! Ils sont de 0,9 % en Europe, contre 3 % en Suisse et 5 % au Japon ! Pour les industriels et les transformateurs qui commercialiseront des produits OGM, l'application de ces normes ne pose aucun problème. Au-delà des seuils, il faudra annoncer la couleur. Soit ! Voilà donc des produits qui s'afficheront « issus d'OGM ». Mais il n'est prévu aucune indication supplémentaire. Le consommateur ne saura pas dans quelle proportion le génie génétique aura frappé : vingt, cinquante, soixante pour cent ?

En revanche, l'agriculteur bio, l'industriel ou le distributeur qui voudront commercialiser des produits naturels devront supporter des coûts d'analyse exorbitants. Un comble ! Le plus scandaleux sera qu'à terme, on aura fait payer aux consommateurs qui voulaient acheter des produits naturels, tous ces investissements de séparation et de contrôle parce que les producteurs et les consommateurs du reste du monde n'en ont rien eu à faire. Cela ne vous choque pas, vous, qu'un producteur de fruits naturels doive prouver la « naturalité » de son produit ? C'est complètement dingue ! On inverse la charge de la preuve.

Le seul antidote, comme le souhaitent les parlementaires danois, serait de faire assumer la responsabilité non seulement de l'étiquetage, mais de l'innocuité du produit, à ceux qui les produisent et les mettent en marché. Chiche !

C'est votre proposition ?

Il faut prendre le problème autrement. Pour moi, la question est avant tout scientifique : oui ou non, les chercheurs et les industriels peuvent-ils garantir l'innocuité des OGM ? Peuvent-ils argumenter sur leur impact positif sur l'environnement ? Quelles sont les qualités nutritionnelles supplémentaires pour les consommateurs ? Ce sont les seules questions qui comptent. Il faut y répondre. Et pour chaque produit mis sur le marché.

C'est en ce sens qu'une grande agence indépendante européenne de la sécurité alimentaire constituerait un gage de crédibilité. Le système existe bien pour la mise en marché des médicaments en France. Outre, l'agrément initial, après passage du produit à travers le tamis de toutes les expérimentations possibles, l'agence du médicament continue à exiger des laboratoires le respect d'un cahier des charges, permettant « le suivi » des effets négatifs et positifs des médicaments. L'élargissement du domaine de surveillance aux produits issus d'OGM serait extrêmement sécurisant.

Vous avez signé une publicité sur les OGM qui disait : « La science a donné les OGM à l'agroalimentaire. Mais les consommateurs européens n'ont pas à donner leur corps à la science ! ». N'est-ce pas exagéré ?

Je n'éprouve aucune phobie à l'égard du progrès scientifique. Je sais ce que notre santé doit à la recherche et à l'expérimentation. Le génie génétique est en train de révolutionner la médecine et la chirurgie (sans d'ailleurs susciter aucune réprobation, ni crainte particulière des Français). Les biotechnologies recèlent un énorme potentiel d'améliorations de notre qualité de vie (suppression des pesticides et insecticides, résistance et prolificité des semences, qualité nutritionnelle). Je suis très sensible au discours des chercheurs concernant les promesses des cultures OGM en matière médicale, dans le traitement du diabète et surtout, du cancer.

J'approuve donc ces deux mille scientifiques qui ont manifesté leur courroux lors de la destruction des cultures expérimentales. Outre la paralysie de la recherche et le risque d'appauvrissement technologique, il serait stupide de désespérer le Landerneau scientifique. Ils iraient voir ailleurs. Pourquoi faire ce cadeau à nos concurrents !

Mais les arguments de la communauté scientifique ne seraient-ils pas plus forts si elle communiquait avec enthousiasme ses propres certitudes ? Claude Allègre et Claudie Haigneré ne disent rien d'autre quand ils appellent la communauté des savants et des chercheurs à mieux expliquer les enjeux et les potentiels de ces technologies.

Insisterais-je sur le fait que j'aimerais moi-même, en tant que distributeur responsable, pouvoir garantir ma clientèle des réponses positives à ces questions ! Et que dois-je penser du problème quand, après avoir courageusement référencé des industriels qui tentaient de commercialiser des OGM en toute transparence, ceux-ci ont replié leurs gaules sans sembler y croire.

Une fois que l'on aura répondu positivement à toutes ces questions scientifiques, alors seulement il sera intéressant de réglementer pour laisser le choix aux consommateurs : pouvoir choisir entre un produit naturel, conventionnel et sain, et un produit issu d'OGM aussi sain ! Le reste ne sera jamais un vrai choix.

Par-delà le problème scientifique, n'êtes-vous pas sensible à l'intérêt pour les pays du Tiers-Monde, de pouvoir bénéficier de semences plus résistantes aux intempéries ou aux insectes ? Les OGM n'ouvrent-elles pas la voie à une certaine suffisance alimentaire ?

Potentiellement, le génie génétique ouvre des voies extraordinaires. Pour contrer la famine (les plantes résistantes aux insectes), la malnutrition (le riz enrichi en fer et en vitamine A), la dépendance énergétique (les carburants végétaux), des maladies (les aliments « usines à vaccins »), la sécheresse (des plantes qui ont moins soif !)... La question, au bénéfice de qui ?

Beaucoup de pays africains ou arabes disposent d'importantes ressources pétrolières et minières. Ce n'est pas pour autant que la population en profite, n'est-ce pas ? Quatre-vingt dix pour cent des semences OGM sont produites par Monsanto, Aventis, Syngenta, Dupont et Dow. Ces firmes sont les propriétaires exclusifs des brevets sur leurs variétés « maison ». Elles fixent aux agriculteurs les conditions d'ensemencement. Ces clauses stipulent, pour protéger les brevets, qu'un agriculteur ne peut réutiliser les graines récoltées, créant ainsi l'obligation de devoir en racheter chaque année.

En soi, rien d'illégal. C'est même une garantie de pouvoir contrôler scientifiquement l'utilisation des souches. C'est aussi, convenons-en, une sacrée manière de faire du business, en rendant l'agriculteur dépendant du fournisseur. A la clé, il y a d'énormes problèmes juridiques, beaucoup de ces clauses sont abusives ou léonines. Mais le problème fondamental est d'ordre politique : de qui l'agriculture (et notre alimentation) dépendra-t-elle demain ? Avant d'ouvrir les vannes, et puisqu'il est question de négociations à l'OMC, il me semble qu'il y a ici un chantier politique majeur pour les Etats, pour l'Europe, et surtout pour les pays en voie de développement.